Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

Hors-Série | 2013

Le 11 mars 2012 en Suisse : limiter les résidences secondaires, les enjeux d'une votation

Les montagnards face aux écolos

Une énième déclinaison au travers de l'initiative Weber

Mathieu Petite

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/1864>

DOI : 10.4000/rga.1864

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Mountain dwellers versus eco-freaks - URL : <https://journals.openedition.org/rga/1865> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Mathieu Petite, « Les montagnards face aux écolos », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], Hors-Série | 2013, mis en ligne le 10 janvier 2013, consulté le 08 décembre 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/rga/1864> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.1864>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les montagnards face aux écolos

Une énième déclinaison au travers de l'initiative Weber

Mathieu Petite

- 1 Le 11 mars 2012, l'initiative populaire¹ « Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires » a été acceptée par 50,6% de la population suisse. Cette initiative a été lancée en 2006 par la Fondation Franz Weber afin de limiter le nombre des résidences secondaires à 20% du parc de logements pour chacune des communes en Suisse.
- 2 L'acceptation de l'initiative a été une surprise, dans la mesure où les oppositions ont été nombreuses : outre le Parlement – le Conseil national et le Conseil des États – qui se sont majoritairement prononcé en défaveur de l'initiative, le Conseil fédéral a également recommandé au peuple suisse de voter non. D'autres acteurs s'y sont opposés : des cantons (Grisons et Valais), la Conférence gouvernementale des cantons alpins, le Groupement pour les populations de montagne et également diverses associations professionnelles ou lobbies, comme Hotelleriesuisse, Gastrosuisse, Economiesuisse ou l'union patronale. Face à eux, seuls le parti écologiste et le parti socialiste ont affiché leur soutien à l'initiative, en plus des associations de défense de l'environnement, comme WWF et Pro Natura.
- 3 Cet article se propose d'analyser les arguments exposés dans les médias au travers de la campagne politique qui a été menée avant la votation et au travers des réactions face à l'acceptation de l'initiative. Dans ces débats, il convient de s'intéresser aux intérêts que défendent certaines personnalités, au collectif dont ils se font les porte-parole ; aux idéologies qu'ils portent et sur lesquelles ils axent leurs arguments ; à la manière par laquelle ils catégorisent ceux auxquels ils sont opposés. Compte tenu de la teneur de la proposition contenue dans l'initiative – limiter les constructions de résidences secondaires –, on peut dire que s'affrontent ceux qui sont définis comme des « écolos » et ceux qui s'auto-proclament « montagnards ». Chaque camp se réclame d'une légitimité à être le porte-parole d'une cause : d'un côté, la sauvegarde des paysages, pertinente à l'échelle nationale (de la patrie), de l'autre, la sauvegarde de la population locale, des « montagnards », à l'échelle des Alpes. Cette histoire n'est pas nouvelle et les conflits suivant cette ligne de fracture sont assurément aussi anciens que l'invention

des Alpes au XVIII^e siècle. Ce que nous révèle cette campagne n'est donc en partie que la réminiscence de la revendication des montagnards à être légitimes, à prendre eux-mêmes les décisions concernant leur territoire et, corollaire, à disqualifier tout autre discours, perçu comme exogène.

- 4 La campagne de la Fondation Franz Weber est lancée début janvier 2012. Début février, un sondage auprès d'un échantillon de 1200 personnes indique que 61% de personnes sont favorables à l'initiative. Fin février, un nouveau sondage révèle l'érosion du oui, qui ne représente plus que 52% des intentions de vote. L'issue du vote a été indécise mais le résultat tombe en début de soirée du 11 mars. La double majorité des cantons et des citoyens suisses a bel et bien accepté l'initiative Weber. Les citoyens des cantons alpins refusent plus ou moins largement le texte (de 73,8% pour le Valais à 57% pour les Grisons). Au lendemain de la votation, les titres des différents journaux du pays sont contrastés. Dans son éditorial du 12 mars, *Le Quotidien Jurassien*, journal d'un canton plutôt ancré à gauche, se risquait à diagnostiquer dans le résultat du vote « l'expression d'une certaine lutte des classes. La Suisse du bas a dit non à l'arrogance des riches, des promoteurs immobiliers du haut qui font leur blé grâce aux fortunés propriétaires suisses ou étrangers qui cherchent à investir »². Dans la *Tribune de Genève*, l'éditorialiste reprend largement les propos des initiants : « Rien ne semblait en effet pouvoir arrêter cette fuite en avant dans la construction de résidences secondaires, aux juteux revenus à court terme, mais aux effets ravageurs à long terme »³. Le principal média valaisan, *Le Nouvelliste*, est par contre très critique. La une du 12 mars se réfère au refus massif des votants valaisans : « Franz Weber a gagné : 73,8% des Valaisans ont perdu ! ». Le propos se veut alarmiste dans les sept pages consacrées au résultat de la votation : sont tour à tour abordés les répercussions sur l'emploi, l'attaque contre le fédéralisme, le manque de solidarité des cantons romands et le divorce plaine-montagne. Le titre de la page deux est sans équivoque : « Le Valais se prépare à vivre un cauchemar »⁴. Dans l'article, les réactions de politiciens valaisans font état de risque de faillite de sociétés de remontées mécaniques ou de dépeuplement des régions périphériques.
- 5 Cet article se focalise sur l'activité médiatique de certaines personnalités en Suisse romande, et notamment en Valais. C'est en effet dans ce canton que le débat a été le plus virulent et c'est le canton qui a refusé le plus massivement l'initiative. Les sources qui servent de fondement sont des articles de journaux, des émissions télévisées et des émissions radiophoniques. Cet article se propose de mettre en perspective ces argumentaires récurrents. Ceux-ci révèlent deux idéologies antagonistes, c'est-à-dire des représentations jugées indiscutables par ceux qui les profèrent (Petite, 2011), mais qui sont bien sûr contestées par d'autres.

Le paysage et les spéculateurs

- 6 La première idéologie est celle qui est au fondement de la campagne des initiants : la sauvegarde du paysage. L'ensemble du parcours de Franz Weber est émaillé de ces luttes pour la protection du paysage, face aux menaces des « spéculateurs immobiliers » et du « profit à court terme »⁵. D'origine bâloise, Franz Weber a étudié la philosophie et la littérature à la Sorbonne à Paris (Langel, 2004). Il a exercé le journalisme, interviewant de grandes personnalités de l'époque. En 1965, il a lutté contre des constructions en Haute-Engadine, fasciné par la beauté de la région alors qu'il y passait des vacances. Franz Weber a fait échec au développement d'une station.

Dans la foulée, il s'engagera pour plusieurs causes : le blocage d'un projet d'exploitation de bauxite dans les Alpilles en Provence, la lutte contre le contournement autoroutier au sud de Lausanne au début des années 1980, la sauvegarde du site de Delphes en Grèce à la fin des années 1970 menacé par des projets de complexes industriels aux alentours. Il est aussi célèbre pour son action pour la sauvegarde du vignoble de Lavaux sur les bords du Léman (Langel 2004)⁶. Franz Weber a mené également de nombreux combats pour la défense des animaux. Aux côtés de Brigitte Bardot il a notamment œuvré pour la sauvegarde des bébés phoques dans Le Labrador. Les engagements de Franz Weber sont dans la plupart des cas « commandés » : ce sont des personnes opposées à un projet de construction qui l'alertent et qui l'invitent à se mobiliser pour leur cause (Langel, 2004). Lors de ses campagnes, Franz Weber a eu souvent maille à partir avec les « indigènes » ou ceux qui disaient représenter la population locale. En Valais, où il a dénoncé les excès des promoteurs à Crans-Montana et dans le Val d'Anniviers dans les années 1970, il s'est souvent fait molester ou insulter (Langel, 2004). Toutefois, Franz Weber est souvent aussi présenté comme un écologiste « visionnaire » : « ses campagnes ont régulièrement contribué à ouvrir les yeux de la population, souvent même des décennies plus tard »⁷.

- 7 La représentation d'un paysage suisse menacé par les excès de l'urbanisation et du tourisme date des années 1970 (Krippendorf, 1977 ; Walter, 1990). Le feuillet de l'initiative est tout à fait représentatif de cette manière d'envisager le paysage comme un bien commun (aux Suisses) menacé : « Nos enfants sont en droit de profiter de la beauté de nos paysages de montagne telle que la nature et la culture les ont créés [...] Il nous faut frapper un grand coup contre l'envahissement de résidences secondaires et sauver le sol suisse »⁸. L'idéologie paysagère est résolument anti-urbaine : « nous avons lancé notre initiative en partie pour sauver le tourisme. Nous ne voulons pas une ville du Lac de Constance au Lac Léman. Nous ne voulons pas de villes dans les montagnes »⁹, déclare Franz Weber. Les partisans se font les porte-parole des Suisses ; leur espace de référence est clairement la Suisse, la patrie qu'il faut sauver. « Les Suisses en ont marre de voir leur pays grignoté de toute part »¹⁰, affirme Philippe Roch, au début janvier. Cette idéologie est également véhiculée par les associations environnementales, comme Pro Natura, le WWF ou la Fondation suisse pour la protection du paysage, qui disent lutter contre la consommation excessive du sol. La fameuse statistique d'un mètre carré par seconde de sol bétonné en Suisse¹¹ a souvent été mobilisée pour rendre compte de cette tendance à combattre (Salomon, Cavin, Pavillon, 2009). C'est dans ce contexte qu'a été lancée l'initiative de Franz Weber, qui était initialement couplée à une autre visant à lutter contre les constructions abusives et les deux étaient rassemblées sous le slogan « Sauvez le sol suisse ! »¹². L'initiative Weber s'appuie largement sur ce constat d'un sol et de paysages qui seraient menacés par l'urbanisation¹³ : « Il y en a assez de cette frénésie excessive à construire des résidences secondaires qui envahissent nos régions touristiques, engloutissent les terres disponibles et détruisent les paysages ! [...] Et le cher visage familial de nos hameaux de montagnes et de nos villages traditionnels – et tant d'autres perles que nous sommes prêts à jeter à la spéculation immobilière et au plus offrant des promoteurs pour un profit à court terme »¹⁴. La catégorie convoquée pour expliquer cette évolution non souhaitée est ciblée : le « promoteur » attiré par le « profit ». Pendant la campagne, les initiants ont usé de cette figure : « La spéculation, les promoteurs immobiliers, les géants de la construction bétonnent nos paysages et bétonnent notre avenir. Le résultat, c'est simplement des volets fermés, des villes fantômes, des villages fantômes et finalement c'est ça à long terme qui va tuer notre

économie »¹⁵, disait Vera Weber, la fille de Franz, lors d'un débat télévisé, ou encore dans un journal : « Il y a [...] énormément de promoteurs et de requins de l'immobilier qui risquent de perdre de l'argent avec notre initiative »¹⁶. Cette figure, qui rassemble pêle-mêle les « spéculateurs » et les « bétonneurs », n'est pas non plus nouvelle. Maurice Chappaz, écrivain et poète valaisan, avait déjà fait scandale en Valais en écrivant « Les maquereaux des cimes blanches » en 1976, recueil de poèmes fustigeant le développement touristique et ses instigateurs : les promoteurs et les politiciens complices. « Chez nous la mise aux enchères des montagnes et des névés à coup de députés n'en finit pas » (Chappaz 1976, p. 28). Il faut croire que la métaphore de la prostitution a également inspiré les initiants : « En raison des dizaines d'années de développement dévergondé dans les régions touristiques, il est enfin temps de resserrer le verrou mis à la prolifération illimitée de résidences secondaires »¹⁷.

- 8 Un autre personnage actif dans la campagne porte cette idéologie : il s'agit de Philippe Roch. Docteur en biochimie genevois, militant écologiste convaincu, il dirige le WWF Suisse dès 1977. En 1992, il est nommé Secrétaire d'État à l'environnement : sa nomination est très contestée, notamment par des parlementaires fédéraux et le Conseil d'État valaisan, qui reproche à l'époque au gouvernement fédéral d'avoir « introduit le loup dans la bergerie »¹⁸. Il quitte sa fonction en 2005 pour se consacrer à des activités personnelles. Toujours présent dans le débat public, il s'est notamment positionné contre l'installation généralisée d'éoliennes en Suisse. En 2012, membre du comité de l'initiative Weber, il s'engage médiatiquement pour la soutenir. Il revendique ce discours de sauvegarde du paysage et son lien avec la « patrie » : « La pression économique et démographique exige une plus grande discipline dans le domaine des constructions et de l'aménagement du territoire, pour préserver le magnifique jardin dont la nature nous a comblés. Voter en faveur de l'initiative «Pour en finir avec la construction effrénée de résidences secondaires» est un acte d'amour envers notre beau pays »¹⁹.
- 9 Les opposants à l'initiative sont bien sûr contraints de se positionner sur cette thématique : l'un des arguments avancés contre cette initiative est le fait que la valeur de 20% risquerait de provoquer le mitage du paysage dans les communes qui n'ont pas encore atteint ce seuil. Par ailleurs, les opposants ne partagent évidemment pas le constat du bétonnage du paysage. Mais clairement leur espace de référence n'est pas la Suisse : les opposants parlent du Valais, ou des cantons alpins, parce qu'ils s'en font le porte-parole. Christophe Darbellay est de ceux-là. Conseiller national (parlementaire) et président du Parti démocrate-chrétien suisse, le Valaisan est présenté comme doué en politique et très à l'aise avec les médias. Il est apparu à plusieurs reprises pour s'opposer à l'initiative Weber. Face à l'argument de l'atteinte au paysage, il a déclaré, lors d'un débat télévisé de la Radio Télévision Suisse (RTS) l'opposant à la fille de Franz Weber et à Philippe Roch, que les constructions n'occupaient que « 1% du territoire valaisan. La nature elle est partout. En 10 ans en Valais il y a 5000 hectares de forêt supplémentaire, donc de terrains supplémentaires pour la nature, pour les chamois, les cerfs, les bouquetins »²⁰.

Le développement par les gens de la montagne

- 10 Si l'idéologie paysagère motive l'argumentation favorable à l'initiative, la seconde idéologie, que j'appelle « localiste » (Petite, 2011) est mobilisée par les opposants. Elle

est présentée comme étant endogène : elle vise à promouvoir un développement autocentré de ceux qui sont appelés les « gens de la montagne » ou les « montagnards ». Elle aboutit à une coalition des « cantons alpins » ou des « régions périphériques » qui sont toujours opposés aux cantons de « plaine » ou « urbains ».

- 11 Dans cette campagne, cette idéologie s'est exprimée sous deux formes principales : limiter les résidences secondaires équivaut à limiter le développement des régions de montagne ; et ce développement doit être laissé à l'autonomie des populations qui les habitent. Ainsi, le discours sur les emplois s'est conjugué au discours sur le clivage entre ville et montagne. Personnage incontournable en Valais, Jean-Marie Fournier illustre bien cette posture. Fils du « fondateur » de la station de Veysonnaz, il a hérité, à la mort de son père, de la société Veissonne Immo Promotion, qui gère « 400 appartements et chalets » et possède hôtels, restaurants et bars dans la station²¹. Selon son directeur lui-même, cette société gère 3500 des 5000 lits disponibles à Veysonnaz²². Jean-Marie Fournier est également directeur de Télé-Veysonnaz, la société de remontées mécaniques et actionnaire majoritaire de Télé-Nendaz, la station voisine. Il est enfin le président du Comité éditorial du *Nouvelliste*, le journal phare de la partie francophone du Valais, contrôlant ainsi le média le plus influent du Valais romand²³. Il est donc un acteur économique majeur, un chef d'entreprise qui dit avoir 500 salariés sous ses ordres. Il élève également, à titre de « passion », des vaches de la race d'Hérens²⁴.
- 12 À l'échelle nationale, l'opposition s'est structurée au sein d'un comité interpartis « NON à l'initiative sur les résidences secondaires ! » constitué par plus de 80 parlementaires fédéraux, issus de partis dits bourgeois (droite) : l'argument des pertes d'emploi en cas d'acceptation de l'initiative figure en bonne place dans leur discours. D'autres lobbies d'opposition, comme le Groupement suisse pour les populations de montagne ou la Conférence gouvernementale des cantons alpins, insistent aussi sur le fait que des mesures pour limiter les résidences secondaires ont déjà été prises ou que l'initiative ne résout pas le problème mais au mieux le déplace. Mais c'est probablement en Valais que le discours sur l'emploi est le plus développé. Le 12 janvier 2012, le *Nouvelliste* titre en première page : « Les Suisses appelés à bloquer le développement du Valais ». Le président de la Chambre de commerce valaisanne, Vincent Riesen, y est interrogé : « Nous devons empêcher que l'on tue l'emploi en région de montagne »²⁵. Dans les Grisons, le même argument est avancé par le journal *Südostschweiz* : « *Die Initiative wird zum eigentlichen Hemmschuh für die weitere Entwicklung des Berggebietes [...] Die Folge dieser unguten volkswirtschaftlichen Entwicklung wäre wohl eine weitere Abwanderung aus dem Berggebiet. Ob eine alpine Brache erstrebenswert ist, sei einmal dahingestellt* »²⁶. Dans cette partie de la Suisse aussi, la crainte du dépeuplement des régions de montagne est utilisée comme un argument, quoique de manière moins véhémement qu'en Valais.
- 13 En effet, plusieurs élus locaux valaisans ont thématiqué le risque d'un « exode rural » en cas d'acceptation de l'initiative. Interrogé durant la campagne, Simon Epiney, président de la commune d'Anniviers dont le taux de résidences secondaires dépasse 80%, a invoqué une réaction en chaîne : « Chaque fois que nous avons eu une économie sur le déclin, on a assisté à un exode rural. Vous avez un tiers de personnes qui travaillent dans la construction, donc ces gens-là vont aller au chômage [...] Si demain la construction devait être à zéro à cause de l'initiative, qu'est-ce qui va se passer, on va fermer deux ou trois classes et à partir d'un moment, le centre scolaire devient difficilement viable »²⁷. Quelques semaines après le vote, il confirme les menaces face

aux caméras de la Radio Télévision Suisse (RTS) : « Je n'ai jamais ressenti une sinistrose aussi forte. [...] Il y a déjà plusieurs entreprises qui ont mis au chômage plusieurs employés »²⁸. Dans la vallée voisine, le président d'Evolène, Damien Métrailler tient le même raisonnement et agite le même spectre : un nouvel exode rural. « Si tout devait être interdit, on peut craindre des pertes de places de travail, on peut craindre de perdre une partie de la vie associative qui fait la richesse culturelle de cette région et on peut craindre effectivement une forme d'émigration rurale et donc la mort de cette région »²⁹.

- 14 Le rédacteur en chef du *Nouvelliste*, Jean-François Fournier, exprime bien la confrontation de l'idéologie paysagère, jugée « dangereuse » à celle prônée par les opposants à l'initiative. « Dans ces conditions, en pleine crise mondiale, le romantisme à la Weber apparaît non seulement inutile, mais carrément dangereux »³⁰. On comprend bien que cette idéologie localiste repose à la fois sur un raisonnement économique et sur l'idée d'autonomie, comme en témoigne ces paroles de Jean-Marie Fournier : « le but du tourisme, c'est depuis le début, d'amener de l'activité économique qui permette aux gens de la montagne de rester à la montagne »³¹.
- 15 Mais il n'y pas que les opposants qui se font les porte-parole des « gens de la montagne ». Les initiants, et notamment Franz Weber au premier chef, ont prétendu défendre les « autochtones » en limitant les résidences secondaires. « Les autochtones sont expulsés de leurs villages à cause de la spéculation immobilière et de prix démentiels, ou ils sont parqués dans les emplacements bruyants et sans soleil, tandis qu'au même moment, de riches allochtones, de Suisse et d'ailleurs, «parquent» leurs avoirs sous la forme de résidences secondaires aux plus beaux endroits de nos montagnes adorées »³². Le 16 février, Franz Weber accompagné de sa fille Vera se rend en Valais. Suivi par les caméras de la RTS, il va d'abord à Verbier. Il y est abordé par un habitant, électricien de profession : « Vous avez fait cette initiative, vous n'êtes pas venu parler avec les gens qui sont concernés ». Weber lui répond : « c'est les gens de tous les côtés qui m'ont appelé, aussi de Verbier »³³. Il se rend ensuite à Crans-Montana, où il doit participer à un débat dans l'émission *Forum* de la RTS. Dans les rues de la station, alors qu'il est interrogé par des journalistes de télévision, il est klaxonné et ostensiblement insulté. « Ce n'est pas grave, je suis habitué. Je lutte pour le Valais, pour les autochtones, pour qu'ils puissent encore habiter »³⁴. Cet argument a été balayé par les opposants, notamment Christophe Darbellay : « à l'exception de Verbier et Crans-Montana, on peut se loger dans n'importe quelle commune de plaine et de montagne en Valais à des conditions beaucoup plus raisonnables [que dans les autres cantons] »³⁵.

La montagne face à la ville

- 16 L'idéologie de l'auto-développement met aussi en scène le couple ville-montagne. Et la plupart des commentaires sur le vote jouent sur cette opposition entre cantons de plaine qui ont accepté l'initiative et cantons de montagne qui l'ont refusée. Le 12 mars, le journal *Le Temps*, quotidien généraliste couvrant la Suisse romande, titre : « Un vote qui révèle un fossé plaine-montagne », idée appuyée par le géographe Martin Schuler qui parle d'une « incompréhension dramatique »³⁶. Le lendemain, dans *La Liberté*, quotidien fribourgeois, un autre intellectuel, l'historien François Walter, renchérit : « Ce vote est le nouvel épisode d'un processus bicentenaire de colonisation de la montagne »³⁷. En Valais, le très populaire sociologue et ethnologue Bernard Crettaz est

invité au journal télévisé de la RTS le lendemain de la votation. Confronté à Franz Weber, il ne peut cacher son exaspération : « [Franz Weber] est un colonisateur de la montagne. [...] Je voudrais le couronner comme le petit prince du Disneyland helvético-alpin »³⁸. Lorsque Weber déroule son discours, Crettaz l'interrompt, visiblement agacé : « Vous reproduisez 150 ans de stéréotypes citadins. Vous êtes un colonisateur »³⁹. Bernard Crettaz avouera plusieurs mois plus tard s'être emporté et avoir été « mauvais ». Mais pour lui le fond de l'analyse demeure : la figure du promoteur que brandit Weber relève de l'image du « mauvais montagnard, archaïque et profiteur », telle que l'ont fabriqué les élites urbaines dès le XVIII^e siècle. Pour lui, « heureusement qu'il y a eu des promoteurs pour nous sortir du sous-développement »⁴⁰. Au moment des résultats de la votation, c'est la conseillère fédérale Doris Leuthard elle-même qui emploie le terme d'« Alpengraben »⁴¹ dans les médias, en référence à celui de « Röstigraben », habituellement mobilisé pour commenter les différences de comportement électoral entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. Christophe Darbellay, quant à lui, déplore la mainmise des cantons de plaine sur la montagne : « Ce n'est pas très sain d'avoir une Suisse coupée en deux, avec des régions de plaine peu concernées par l'initiative qui imposent leur solution aux régions de montagne qui auront à en subir les conséquences »⁴². Le rédacteur en chef du *Nouvelliste* qui signe l'éditorial du 12 mars 2012 reprend cette idée : « Suisse citadine, Suisse alpine: le divorce ! ». Pour Philippe Bender, historien et politicien valaisan, l'acceptation de l'initiative Weber rompt même l'équilibre politique de la Suisse en mettant les Alpes sous le joug des villes. « Regardez la carte du vote. [...] C'est le monde alpin, c'est un monde tout aussi légitimé que le monde urbain à être suisse. [...] Est-ce que ces deux millions d'habitants, leur destin est aujourd'hui dicté par le Plateau et les cinq grands centres urbains de la Suisse ? Si c'est cela, la Suisse n'est plus un État fédéral. Quelque chose s'est cassé avec l'initiative Weber »⁴³.

- 17 Philippe Roch s'est opposé avec force à cette lecture des résultats : « Il n'y a pas une opposition ville-campagne. Des cantons comme la Thurgovie [ont dit oui], il n'y a pas de villes en Thurgovie ou des toutes petites villes. Le plateau contre les Alpes ? Pas du tout, le canton de Vaud qui est le canton le plus équilibré qui a de la montagne qui a du plateau vote pour. Dans les Grisons, qui est un canton tout à fait semblable au Valais par rapport à ce genre de choses, il y a quand même 45% de la population qui a voté pour l'initiative. C'est pas du tout une rupture ville-campagne »⁴⁴.
- 18 À cet égard, la figure du citadin opposée à celle du montagnard revient souvent dans les débats. Jean-Luc Addor, conseiller communal UDC⁴⁵ à Savièse (Valais central), est par exemple enclin à mobiliser cette figure : « On a déjà souvent relevé que cette initiative Weber, ce n'est rien d'autre qu'une tentative des écolos-bobos des villes de transformer des cantons comme le Valais en réserves d'Indiens »⁴⁶. Le citadin, c'est celui qui est porteur d'une vision « idéalisée » (« romantique », disait le rédacteur en chef du *Nouvelliste*) : « les citadins, surtout alémaniques, aiment bien prendre leurs fantasmes d'une montagne sauvage où courent les loups et les ours pour des réalités »⁴⁷, affirme Christophe Darbellay. Le citadin, c'est aussi celui qui, cultivé, prétend savoir : « C'est pas des docteurs comme Philippe Roch qui vont nous expliquer comment on doit faire mieux »⁴⁸. Dans ce contexte, les personnalités qui ont soutenu l'initiative en Valais se voient affublées de cette identité exogène : « [...] Ceux qui ont fait campagne pour le oui en Valais étaient très peu nombreux. Ils représentent une nouvelle gauche, citadine, instruite, bénéficiant de hauts salaires et volontiers donneuse de leçons [...]

Cette gauche bobo à la valaisanne est très éloignée des ouvriers d'usine, des employés des menuiseries et des remontées mécaniques. Elle est bien plus proche de la gauche lausannoise et genevoise »⁴⁹. Ce sont des « traîtres à la patrie », expression qu'a utilisé Christophe Darbellay à l'égard de Stéphane Rossini, conseiller national socialiste valaisan, qui avait publiquement exprimé son intention de voter pour l'initiative. Il s'en était expliqué : « Je ne suis pas du tout le porte-drapeau de cette initiative que je trouve mauvaise. [...] Je me fais ici le porte-parole de toute une série de Valaisannes et de Valaisans qu'il faut réorienter [le tourisme], qu'il faut avoir des réponses assez claires »⁵⁰.

- 19 La campagne et les débats qui ont suivi la votation nous montrent ainsi que l'ensemble des arguments se sont résumés à ces deux idéologies toujours présentées comme antagonistes : la sauvegarde du paysage et l'auto-développement de la montagne. Elles n'appartiennent pas au même « monde » (Boltanski, Thévenot 1991) : l'une célèbre une forme de nostalgie d'une Suisse rurale à préserver de l'urbanisation croissante ; l'autre parle de la lutte des régions périphériques à créer de l'activité économique. Ces discours ont été portés presque de manière caricaturale par des personnalités aptes à endosser des identités qui les rendent lisibles sur la scène publique.

BIBLIOGRAPHIE

BOLTANSKI L., THÉVENOT L., 1991. – *De la justification. Les économies de la grandeur*, Essais, Gallimard.

CHAPPAZ M., 1976. – *Les maquereaux des cimes blanches*, Zoé.

KRIPPENDORF J., 1977. – *Les dévoreurs de paysages. Le tourisme doit-il détruire les sites qui le font vivre?*, Éditions 24 Heures.

LANGEL R., 2004. – *Franz Weber. L'homme aux victoires de l'impossible*, Favre.

PETITE M., 2011. – *Identités en chantiers dans les Alpes. Des projets qui mobilisent objets, territoires et réseaux*, Peter Lang.

SALOMON CAVIN J., PAVILLON P.-A., 2009. – « L'urbanisation : ennemie ou alliée du paysage suisse ? », in *EspacesTemps.net*, Actuel, 17.12.2009.

WALTER F., 1990. – *Les Suisses et l'environnement. Une histoire du rapport à la nature du XVIII^e siècle à nos jours*, Zoé.

NOTES

1. L'initiative populaire est un instrument de la démocratie directe qui permet à un groupe de citoyens, pour autant qu'il puisse recueillir 100 000 signatures, de soumettre au scrutin populaire un changement de la constitution fédérale suisse. Il est particulièrement rare qu'en Suisse les initiatives populaires soient effectivement acceptées en votation : depuis 1849, seules 19 initiatives ont été acceptées sur les 161 qui ont été soumises au peuple suisse (Source : Office

fédéral de la statistique). Il est convenu en Suisse de dire que les initiatives mettent souvent le doigt sur un problème important, mais que les réponses qu'elles apportent ne sont souvent pas adéquates, car radicales. Le Parlement leur oppose souvent un contre-projet, plus modéré, dans l'espoir qu'il soit accepté par le peuple, plutôt que l'initiative. Pour le cas de l'initiative dite Weber, le Parlement fédéral avait recommandé de la rejeter, arguant des mesures déjà envisagées en matière de résidences secondaires, notamment au travers de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire adoptée en décembre 2010. Aucun contre-projet direct n'a été donc formulé, ceci malgré la préconisation des députés du Parti écologiste suisse et d'une partie des socialistes.

2. R. Chételat, « La grande peur dans la montagne », *Le Quotidien Jurassien*, 12 mars 2012.
3. P. Ruetschi, « Le Valais paie pour ses abus », *La Tribune de Genève*, 12 mars 2012.
4. J.-Y. Gabbud, « Le Valais se prépare à vivre un cauchemar », *Le Nouvelliste*, 12 mars 2012.
5. Fondation Weber et Helvetia Nostra, 2012, *Halte aux constructions envahissantes de résidences secondaires. Oui le 11 mars*, Argumentarium, p. 3.
6. En 1972, l'initiative Sauvez Lavaux, que Franz Weber a lancé est acceptée par les Vaudois qui font de ce paysage de vignes en terrasses un site protégé dans la constitution de l'État de Vaud. Il doit avoir été appelé de Paris pour militer pour la cause de Lavaux et bloquer un projet de construction de villas au cœur du vignoble. En 2005, une nouvelle initiative visant à inscrire la protection de Lavaux dans la nouvelle constitution du canton est acceptée. Et en 2007, le vignoble du Lavaux est classé patrimoine mondial par l'UNESCO.
7. A. Mombelli, « Franz Weber, écologiste romantique et solitaire », *Swissinfo.ch*, 13 mars 2012.
8. Fondation Weber et Helvetia Nostra, 2012, *Halte aux constructions envahissantes de résidences secondaires. Oui le 11 mars*, Argumentarium, p. 3.
9. « Résidences secondaires : le grand débat de Forum », *Forum*, RTS, 16 février 2012.
10. Y. Roulet, « Les Suisses en ont marre de voir leur pays grignoté de toute part », *Le Temps*, 11 janvier 2012.
11. Ce chiffre provient de l'Office fédéral de la statistique qui a mesuré l'évolution de l'occupation du sol entre 1979/1985 et 1992/1997 en Suisse. Il a été calculé que la surface d'habitat et d'infrastructure a crû de 0,86 m² par seconde pendant cette période (Office fédéral de la statistique). Cette statistique a été reprise notamment par des associations de protection de la nature comme Pro Natura et par les instigateurs de l'Initiative pour le paysage (Cf. note 12).
12. H. P. Roth, « Sauver le sol suisse. Une usure sans bornes », *Journal Franz Weber*, oct.-nov.-déc. 2010, p. 6.
13. Une année plus tard, une autre initiative a été déposée par un comité composé de députés du Parti écologiste et de diverses associations de défense de l'environnement : l'Initiative du paysage, qui partant de ce constat de consommation excessive du sol, proposait de geler les zones à bâtir en Suisse (<http://www.initiative-pour-le-paysage.ch>). Un contre-projet a été élaboré par le Parlement, jugé suffisant par les initiants qui ont retiré l'initiative. La seconde initiative de Franz Weber a été abandonnée au profit de l'Initiative pour le paysage. L'initiative destinée à limiter la construction des résidences secondaires a elle été conservée.
14. F. Weber, « Où est ma Suisse ? », *Journal Franz Weber*, janv.-févr.-mars 2012, p. 12.
15. « Spéciale votation : Halte aux résidences secondaires », *Infrarouge*, RTS, 22 février 2012.
16. S. Gumy, « L'initiative Weber est en perte de vitesse », *Le Courrier*, 1^{er} mars 2012.
17. R. Schaller, « Les aspects juridiques de l'initiative », *Journal Franz Weber*, janv.-févr.-mars 2012, p. 7.
18. BUWAL-OFEFP, 2005, *Au revoir Philippe Roch Directeur de l'OFEFP 1992-2005*, p. 3.
19. Fondation Weber et Helvetia Nostra, 2012. – *Halte aux constructions envahissantes de résidences secondaires. Oui le 11 mars*, Argumentarium, p. 11.
20. « Spéciale votation : Halte aux résidences secondaires », *Infrarouge*, RTS, 22 février 2012.
21. Selon son site web.

22. « Les riches achètent les Alpes », *Infrarouge*, TSR, 3 avril 2007.
23. « Jean-Marie Fournier, nouveau gardien de la ligne éditoriale du Nouvelliste ? », *Forum*, RSR, 30 juin 2010.
24. « À Suivre... le promoteur valaisan Jean-Marie Fournier », *À Suivre*, TSR, 27 janvier 2007.
25. P. Mayoraz, « Lourdes menaces sur les résidences secondaires », *Le Nouvelliste*, 12 janvier 2012.
26. D. Morandi, « Gegensteuer geben, aber nicht mit der Initiative », *Südostschweiz*, 1 März 2012.
« L'initiative est un véritable obstacle à la poursuite du développement des régions de montagne [...]. La conséquence de ce développement économique inapproprié pourrait bien être une nouvelle émigration des régions de montagne. Ou alors se pose la question si une friche alpine est souhaitable » (traduction de l'auteur).
27. « Point de vue avec Philippe Bender, François Dayer et Simon Epiney », *Le Débat*, Canal 9, 1^{er} février 2012.
28. N. Esposito, C.-H. Boichat, J. Méry, « La sinistrose des entrepreneurs anniviards », *Couleurs locales*, RTS, 24 avril 2012.
29. W. Heinzer, F. Fernex, « Lex Weber : Le Valais droit dans le mur », *Temps présent*, RTS, 21 juin 2012.
30. J.-F. Fournier, « Le mitage du territoire, un mythe à la Weber », *Le Nouvelliste*, 18 février 2012.
31. « Résidences secondaires : le grand débat de Forum », *Forum*, RTS, 16 février 2012.
32. S. Baumgartner, « Les messages des ambassadeurs de l'Initiative », *Journal Franz Weber*, janv.-févr.-mars 2012, p. 9.
33. D. Berger, M. Bähni, T. Vögeli, « Altercation de campagne », *19.30 le journal*, RTS, 16 février 2012.
34. F. Dussey, C.-H. Boichat, S. Jacquemet, « Franz Weber débattait jeudi soir avec l'homme d'affaire Jean-Marie Fournier à propos de son initiative qui demande une limitation de 20% des résidences secondaires », *12.45 le journal*, RTS, 17 février 2012.
35. « Spéciale votation : Halte aux résidences secondaires », *Infrarouge*, RTS, 22 février 2012.
36. F. Modoux, « Villes-Alpes : une incompréhension dramatique », *Le Temps*, 12 mars 2012.
37. F. Mauron, « Trois questions à... François Walter », *La Liberté*, 13 mars 2012.
38. Il fait ici une référence à l'un de ses ouvrages : « Au-delà du Disneyland alpin », dans lequel il dénonce une forme de muséification de la culture ou de l'architecture des Alpes.
39. « Débat sur l'initiative sur les résidences secondaires avec Franz Weber et le sociologue Bernard Crettaz », *19.30 le journal*, RTS, 12 mars 2012.
40. « Bernard Crettaz », *Les pieds dans le plat*, Rhône FM, 3 mai 2012.
41. Lenzi R., « Der Alpengraben », *Berner Zeitung*, 12 März 2012.
42. « Initiative sur les résidences secondaires: réactions de Christophe Darbellay, Conseiller national PDC / VS », *19.30 le journal*, RTS, 11 mars 2012.
43. « Résidences secondaires : et maintenant ? », *Infrarouge*, RTS, 13 mars 2012.
44. « Résidences secondaires, les régions urbaines imposent leur point de vue », *Forum*, RTS, 11 mars 2012.
45. L'Union démocratique du centre est le parti le plus à droite en Suisse ; il est aussi le plus représenté au Parlement.
46. J.-L. Addor, « Non au flicage écolo-bobo », *Courrier des lecteurs*, *Le Nouvelliste*, 23 février 2012.
47. J.-Y. Gabbud, « Nous devons lever la matze avant qu'il ne soit trop tard », *Le Nouvelliste*, 18 février 2012.
48. « Résidences secondaires, les régions urbaines imposent leur point de vue », *Forum*, RTS, 11 mars 2012.
49. J.-Y. Gabbud, « Un Valais uni, mais battu et abattu », *Commentaire*, *Le Nouvelliste*, 12 mars 2012.
50. « Résidences secondaires : le ras-le-bol de Stéphane Rossini », *Forum*, RSR, 2 février 2012.

AUTEUR

MATHIEU PETITE

Département de géographie et environnement, Université de Genève